

**Objet : Mémoire d'Amnistie internationale sur le projet de loi C-39, Loi visant à bâtir un Canada fort**

Madame la greffière, Mesdames et Messieurs les membres du Comité législatif chargé du projet de loi C-39,

Amnistie internationale exprime de profondes préoccupations quant aux répercussions potentielles sur les droits humains du projet de loi C-39, Loi concernant certaines mesures visant à renforcer l'économie, ainsi qu'au raccourcissement des délais prévus pour son examen et son étude.¹

Amnistie internationale estime que le projet de loi C-39 s'inscrit dans une tendance législative plus large qui confère des pouvoirs extraordinaires au gouvernement du Canada afin d'accélérer la réalisation de projets d'infrastructure, d'exploitation minière et d'énergie, au détriment des droits des peuples autochtones et d'autres droits humains. Plus précisément, à l'instar de la loi fédérale C-5, de la loi 5 de l'Ontario, des lois 14 et 15 de la Colombie-Britannique, des défunts projets de loi 1 et 5 du Québec et du référendum sur la séparation de l'Alberta, Amnistie internationale estime que la déréglementation environnementale croissante au Canada, accompagnée d'une participation et d'une consultation publiques limitées, risque sérieusement d'affaiblir la protection des droits des peuples autochtones à l'autodétermination et à la consultation en vue d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé, ainsi que le droit de toute personne à un environnement propre et sain dans un contexte d'urgence climatique. Dans l'ensemble, Amnistie internationale estime que les mesures prises par le gouvernement fédéral canadien risquent d'entraîner des violations des droits humains et une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et d'autres formes de pollution.

L'article 3 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) affirme que les peuples autochtones ont droit à l'autodétermination et peuvent poursuivre librement leur développement économique, social et culturel. En outre, l'article 32, paragraphe 2, de la DNUDPA dispose ce qui suit : « Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. »

Le droit canadien confirme également ces principes. Comme le prévoit l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 et comme l'a confirmé la Cour suprême du Canada dans les arrêts *Nation haïda c. Colombie-Britannique* et *Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique*, le droit canadien reconnaît aux peuples autochtones un « droit inhérent à l'autonomie gouvernementale » et le droit à une « participation véritable des peuples autochtones » afin d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé lorsque le Canada envisage des mesures qui touchent leurs terres, leurs territoires et leurs ressources.² De plus, en vertu de la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le Canada est tenu de se conformer aux principes énoncés dans la DNUDPA.³

Conformément aux avis consultatifs de la Cour internationale de justice (CIJ) et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), les gouvernements ont également l'obligation de garantir le droit des personnes à un environnement propre, sain et durable.⁴ Cela exige qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires et fassent preuve de la diligence requise afin de prévenir les

¹ Canada, Projet de loi C-39, Loi concernant certaines mesures visant à renforcer l'économie, Première lecture, 21 septembre 2026, <https://www.parl.ca/documentviewer/fr/45-1/projet-loi/C-39/premiere-lecture>.

² Lois constitutionnelles de 1967 à 1982, partie II, article 35, Droits des peuples autochtones du Canada, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/const/>; Ministère de la Justice Canada, Principes régissant la relation du Gouvernement du Canada avec les peuples autochtones, 2018, https://publications.gc.ca/collections/collection_2018/jus/J2-476-2018-fra.pdf, p. 12; Cour suprême du Canada, *Tsilhqot'in Nation v. British Columbia*, [2014] 2 SCR, 256, 26 juin 2014, <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/14246/index.do>, para. 76; Cour suprême du Canada, *Haida Nation v. British Columbia (Ministre des Forêts)*, [2004] 3 SCR 511, <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/2189/index.do>; Amnistie internationale Canada : « Chassé-e-s de nos terres pour les avoir défendues » criminalisation, intimidation et harcèlement des défenseur-e-s du droit à la terre Wet'suwet'en. (Index: AMR 20/7132/2023), 11 décembre 2023, https://amnistie.ca/sites/default/files/2023-12/Rapport%20Wet%27suwet%27en%202023_Draft-compress%C3%81.pdf, p. 25.

³ Canada, Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, 2021, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/u-2.2/page-1.html>; Cour suprême du Canada, Renvoi relatif à la Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis, 2024 SCC 5, 9 February 2024, <https://www.canlii.org/fr/ca/csc/doc/2024/2024csc5/2024csc5.html>.

⁴ International Court of Justice, Obligations of States in Respect of Climate Change, 23 July 2025, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/187/187-20250723-adv-01-00-en.pdf>, para. 393; Inter-American Court of Human Rights, Climate Emergency and Human Rights, AO-32/25, 29 May 2025, https://www.corteidh.or.cr/docs/opiniones/seriea_32_en.pdf, para. 291.

dommages environnementaux importants.⁵ En outre, dans le contexte de la crise climatique, la CIDH exige des gouvernements une diligence accrue, notamment une évaluation approfondie des risques, des mesures de prévention ambitieuses et le recours aux meilleures données scientifiques disponibles pour faire face aux risques environnementaux liés au climat.⁶

En vertu du principe de non-régression, les gouvernements ne peuvent, sans justification solide, affaiblir ou réduire les protections déjà établies en matière de droits humains, notamment les droits économiques et culturels, comme les droits à la santé et à la participation à la vie culturelle.⁷ Par ailleurs, selon les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies et les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'OCDE, que reconnaît le gouvernement du Canada, les gouvernements ont l'obligation de veiller à ce que les entreprises adoptent une conduite socialement responsable et respectueuse des droits humains.⁸

Amnistie internationale craint que, s'il est adopté, le projet de loi C-39 supprime des mécanismes de protection et concentre les pouvoirs décisionnels discrétionnaires entre les mains de la Commission de la Régie de l'énergie du Canada, permettant ainsi à des projets industriels d'aller de l'avant sans évaluation des impacts environnementaux ni consultation véritable des dirigeant-e-s autochtones au sujet de leurs terres, de leurs territoires et de leurs droits. Amnistie internationale souligne également que le projet de loi ne mentionne aucune obligation relative à l'autodétermination, au consentement préalable, libre et éclairé ou aux autres obligations découlant de la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et de la DNUDPA. En outre, Amnistie internationale exprime des préoccupations supplémentaires quant à la portée du projet de loi C-39, puisqu'il ne prévoit aucune restriction concernant les types de projets auxquels il s'applique ni aucune limite temporelle à son application.

Plus précisément, Amnistie internationale craint que le projet de loi C-39 :

- Accélère l'approbation des projets sans consultation véritable visant à obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des communautés autochtones, mettant ainsi en péril leur droit à l'autodétermination et leur capacité de prendre des décisions concernant leurs terres, leurs territoires et leurs ressources.
- Réduise les délais décisionnels en imposant un échéancier arbitraire de 12 mois pour les décisions d'approbation, rendant une consultation véritable presque impossible faute de temps, d'information et de ressources suffisants pour permettre aux communautés autochtones de comprendre les répercussions potentielles sur leurs territoires, de consulter leurs membres, de procéder à des analyses techniques et juridiques et de prendre des décisions conformément à leurs propres lois et processus de gouvernance.
- Permette l'approbation de projets sans tenir compte des droits culturels des peuples autochtones qui dépendent d'écosystèmes sains, notamment la chasse, la pêche, le piégeage, la cueillette de plantes médicinales et d'autres traditions liées au territoire.
- Permette la poursuite de projets susceptibles de dégrader l'environnement et de nuire à la santé physique et psychologique liée à la continuité culturelle.
- Supprime des mécanismes destinés à protéger l'environnement contre la dégradation et, par conséquent, à protéger la santé physique et mentale, comme la mesure de temporisation de la loi C-5, Loi visant à bâtir le Canada.
- Permette le début de la construction de grands projets avant l'obtention des autorisations, ce qui pourrait entraîner des dommages environnementaux irréversibles et prédéterminer de fait la décision d'approbation.
- Favorise des différends et des poursuites judiciaires longs et coûteux intentés par des investisseurs et des entreprises, particulièrement ceux établis dans des États ayant conclu avec le Canada des accords commerciaux et des mécanismes de règlement des différends.
- Exempte des projets d'évaluations des impacts environnementaux et sur les droits humains, en violation potentielle des obligations de diligence requise du Canada.

⁵ ICJ, Obligations of States in Respect of Climate Change (previously cited), para. 409.

⁶ IACtHR, Climate Emergency and Human Rights (previously cited), para. 236.

⁷ Amnesty International, Commentary on the Labour Cluster of the Omnibus Bill on Job Creation, 2020, <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/ASA2128792020ENGLISH.pdf>, p. 7

⁸ Government of Canada, Lignes directrices et normes pour une conduite responsable des entreprises, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/rbc-cre/guidelines-lignes_directrices.aspx?lang=fra; Amnesty International, Corporate Accountability, <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/corporate-accountability/>.

- Permette la réalisation de projets sans respecter les normes internationales relatives aux activités des entreprises auxquelles le Canada a souscrit, notamment les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et d'autres normes mondiales de conduite responsable des entreprises.
- Affaiblisse la protection des poissons et de leur habitat et établisse un fonds de type « payer pour détruire », qui permettrait aux entreprises de détruire des habitats essentiels du poisson moyennant le versement de frais censés « compenser » les dommages, tout en évitant des mesures d'atténuation plus efficaces.
- Permette au ministre de soustraire des cours d'eau aux protections juridiques.
- Affaiblisse les exigences de transparence procédurale et compromette le droit du public à l'information.
- Accorde au gouvernement fédéral de vastes pouvoirs lui permettant de mettre fin à des grèves légales pour tout motif de son choix, sans avoir à rendre de comptes au Parlement ni à la population canadienne.
- Crée des zones de développement préapprouvées sans tenir compte de la volonté des communautés de créer des aires protégées pour préserver la biodiversité ou prévenir d'autres risques environnementaux.
- Permette la construction de projets sans possibilités adéquates de mener des études sur les effets cumulatifs sur la santé d'industries comme celles du gaz naturel liquéfié (GNL), du pétrole et du gaz et de l'exploitation minière, y compris l'examen des effets environnementaux cumulatifs et du racisme environnemental.
- Limite, dans certaines circonstances, la responsabilité des organismes gouvernementaux en cas de défaut de divulgation de renseignements, au risque de porter atteinte aux droits à un recours et à l'accès à la justice.

Amnistie internationale s'inquiète également des tendances potentielles liées au recours aux projets de loi omnibus au Canada, notamment dans le cas du projet de loi C-39. L'organisation est préoccupée par le fait que ces projets de loi permettent de modifier simultanément plusieurs cadres législatifs très différents. Plus précisément, elle craint que cette tendance n'entraîne des changements radicaux de déréglementation sans examen législatif indépendant suffisant ni participation démocratique adéquate. Amnistie internationale s'inquiète déjà de plusieurs caractéristiques des procédures législatives ayant mené au projet de loi C-39 et des risques qu'elles présentent pour la participation citoyenne, les droits à l'information et à la transparence ainsi que la primauté du droit. Il s'agit notamment du recours à une procédure de comité spécial qui limite la contribution de la société civile et l'examen par des spécialistes; de la réduction du délai de présentation des mémoires qui restreint la participation et la préparation de la société civile, et du manque de traductions des mémoires soumis par les francophones au Canada, qui nuit à leur capacité de participer au processus d'examen.

Par ailleurs, des membres du gouvernement du Canada ont tenté de justifier le projet de loi en affirmant qu'il accélérerait l'électrification et la transition énergétique au Canada.⁹ Toutefois, le développement des services énergétiques n'exige pas l'abandon de la consultation véritable des peuples autochtones et de leur consentement préalable, libre et éclairé, de la diligence requise en matière d'environnement et de droits humains ni des évaluations des impacts, qui font partie des obligations du gouvernement du Canada en matière de droits humains.

Par conséquent, Amnistie internationale demande au gouvernement du Canada de retirer le projet de loi C-39. L'organisation lui demande également de respecter ses obligations nationales et internationales en matière de droits humains, ainsi que son obligation de prendre dûment en compte les répercussions des projets sur les changements climatiques, conformément à la législation elle-même et aux décisions de la CIJ et de la CIDH. Amnistie internationale souligne que le manquement à l'obligation de diligence requise dans le contexte climatique est considéré comme un fait internationalement illicite et peut entraîner diverses conséquences juridiques.¹⁰

Cordialement,

Amnistie internationale

⁹ Julie Dabrusin, October 2026, https://www.linkedin.com/posts/julie-dabrusin_a-hydro-plant-does-not-get-unbuilt-transmission-activity-7512998350854561792-9xvI; Unité de l'économie canadienne, Le gouvernement du Canada dépose un projet de loi visant à transformer la façon dont le Canada bâtit, 21 septembre 2026, <https://www.canada.ca/fr/unite-economie-canadien/nouvelles/2026/09/le-gouvernement-du-canada-depose-un-projet-de-loi-visant-a-transformer-la-facon-dont-le-canada-batit.html>.

¹⁰ ICJ, Obligations of States in Respect of Climate Change (previously cited), paras. 443-44, 446, 450-52, 455, 557.

.....

Subject: Amnesty International's Submission on Bill C-39, the Building Canada Strong Act

Dear Clerk and Members of the Legislative Committee on Bill C-39,

Amnesty International expresses deep concerns regarding the potential human rights impacts of Bill C-39, An Act respecting certain measures to strengthen the economy, and its shortened assessment and review period.¹¹

Amnesty International's considers that Bill C-39 exists as part of a larger legislative trend that grants extraordinary powers to the Government of Canada to fast-track infrastructure, mining, and energy projects while sidelining Indigenous and other human rights. Specifically, alongside Federal Bill C-5, Ontario Bill 5, British Columbia Bills 14 and 15, Quebec Bills 1 and 5, and Alberta's separation referendum, Amnesty International considers that increasing environmental deregulation in Canada, with limited public participation and consultation, raises significant risks of weakening protections for Indigenous Peoples' rights to self-determination and consultation to obtain their free, prior, and informed consent, as well as everyone's right to a clean, healthy environment amid a climate emergency. Overall, Amnesty International considers that steps taken by Canada's federal government risk human rights violations, and increased greenhouse gas and other pollution.

Article 3 of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP) affirms that Indigenous Peoples have the right to self-determination and the pursuit of their own economic, social, and cultural development. In addition, Article 32.2 of UNDRIP establishes that, "States shall consult and cooperate in good faith with the Indigenous Peoples concerned through their own representative institutions in order to obtain their free and informed consent prior to the approval of any project affecting their lands or territories and other resources, particularly in connection with the development, utilization or exploitation of mineral, water or other resources."

Canadian law also affirms these principles. As stated under Section 35 of the Constitution Act of 1982 and affirmed by the Canadian Supreme Court in *Haida Nation v. British Columbia* and *Tsilhqot'in Nation v. British Columbia*, Canadian law recognizes that Indigenous Peoples have an "inherent right of self-government" and the right to "meaningful engagement with Indigenous Peoples" to secure their free, prior informed consent when Canada proposes actions that impact their land, territories, and resources.¹² In addition, under the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act (UNDRIPA), Canada is also required to conform and abide by the principles set forth in UNDRIP.¹³

In addition, in accordance with the International Court of Justice (ICJ)'s and the Inter-American Court of Human Rights' (IACtHR) advisory opinions, governments have the obligation to secure individuals' rights to a clean, healthy and sustainable environment.¹⁴ This requires governments to take all measures and engage in appropriate due diligence in order to prevent significant environmental harm.¹⁵ Moreover, in the context of the climate crisis, the IACtHR requires governments to perform enhanced due diligence, including in-depth risk assessment, ambitious preventive measures, and the utilization of the best available science to address environmental risks to the climate.¹⁶

Under the principle of non-retrogression, governments are prohibited from weakening or rolling back existing human rights protections for cultural and economic rights, like the rights to health and participation in cultural life, once they are established, absent strong justifications.¹⁷ Moreover, under the UN Guiding Principles on Business and Human Rights and the OECD Guidelines

¹¹ Canada, Bill C-39, An Act respecting certain measures to strengthen the economy, First reading, 21 September 2026, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/en/45-1/bill/C-39/first-reading>.

¹² The Constitution Acts 1867-1982, Part II, Section 35, Rights of the Aboriginal Peoples of Canada, <https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/const/>; Department of Justice Canada, Principles Respecting the Government of Canada's Relationship with Indigenous Peoples, 2018, <https://www.justice.gc.ca/eng/csi-sjc/principles.pdf>, p. 12; Supreme Court of Canada, *Tsilhqot'in Nation v. British Columbia*, [2014] 2 SCR, 256, 26 June 2014, <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/en/item/14246/index.do>, para. 76; Supreme Court of Canada, *Haida Nation v. British Columbia (Minister of Forests)*, [2004] 3 SCR 511, <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/en/item/2189/index.do>; Amnesty International, Canada: "Removed from our land for defending it": Criminalization, Intimidation and Harassment of Wet'suwet'en Land Defenders (Index: AMR 20/7132/2023), 11 December 2023, <https://www.amnesty.org/es/documents/amr20/7132/2023/en/>, p. 25.

¹³ Canada, United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act, 2021, <https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/U-2.2/page-1.html>; Supreme Court of Canada, Reference re An Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families, 2024 SCC 5, 9 February 2024, <https://www.canlii.org/en/ca/scc/doc/2024/2024scc5/2024scc5.html>.

¹⁴ International Court of Justice, Obligations of States in Respect of Climate Change, 23 July 2025, <https://www.ici-cij.org/sites/default/files/case-related/187/187-20250723-adv-01-00-en.pdf>, para. 393; Inter-American Court of Human Rights, Climate Emergency and Human Rights, AO-32/25, 29 May 2025, https://www.corteidh.or.cr/docs/opiniones/seriea_32_en.pdf, para. 291.

¹⁵ ICJ, Obligations of States in Respect of Climate Change (previously cited), para. 409.

¹⁶ IACtHR, Climate Emergency and Human Rights (previously cited), para. 236.

¹⁷ Amnesty International, Commentary on the Labour Cluster of the Omnibus Bill on Job Creation, 2020, <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/ASA2128792020ENGLISH.pdf>, p. 7

for Multinational Enterprises, which the Government of Canada recognizes, governments have the obligation to ensure that businesses conform to socially responsible conduct that respects human rights.¹⁸

Amnesty International is concerned that if allowed to proceed, Bill C-39 will remove protective barriers and concentrate discretionary decision-making in the hands of the Canada Energy Regulator Commission, allowing industrial projects to proceed without environmental impact assessments and without meaningful consultation with Indigenous leaders regarding their lands, territories, and rights. Amnesty International also notes that the bill itself fails to mention any obligations for self-determination, free, prior and informed consent, or other duties under UNDRIPA and UNDRIP. In addition, Amnesty International expresses further concerns with regard to the scope of Bill C-39 given that it expresses no restrictions on the types of projects and time limits to which Bill C-39 applies.

Specifically, Amnesty International is concerned that Bill C-39 will:

- Streamline project approvals without meaningful consultation to obtain the free, prior informed consent of Indigenous communities, risking their rights to self-determination and their ability to make decisions affecting their lands, territories and resources.
- Shorten decision-making timelines by imposing an arbitrary 12-month timeline on approval decisions, making meaningful consultation nearly impossible by failing to provide sufficient time, information, and capacity for Indigenous communities to understand potential impacts on their territories, engage their members, undertake technical and legal review, and make decisions according to their own laws and governance processes.
- Approve projects without consideration of cultural rights dependent on healthy ecosystems including hunting, fishing, trapping, gathering medicines and other land-based traditions.
- Allow projects to continue at the risk of degrading the environment and affecting physical health and psychological health dependent on cultural continuity.
- Remove procedures meant to protect against environmental degradation and therefore physical and mental health, like the sunset clause from Bill C-5, the Building Canada Act.
- Allow for construction of major projects to begin before approvals are given, which could create irreversible environmental impacts and effectively pre-determine approval.
- Encourage arduous and resource-intensive disputes and lawsuits from investors and businesses, especially those based in jurisdictions with existing trade agreements and dispute settlement mechanisms with Canada.
- Exempt developments from environmental and human rights impact assessments in potential violation of Canada's due diligence requirements.
- Allow projects to proceed without adhering to international standards concerning business operations that Canada has endorsed, such as the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, and other global responsible business standards.
- Weaken fish and fish habitat protections, and set up a "pay to slay" fund which would allow companies to destroy critical fish habitat to pay a fee to "offset" the damages, and skip more effective mitigation measures.
- Allows the Minister to exempt waterways from legal protections.
- Weaken procedural transparency requirements and undermine information rights for the public.
- Give the federal government broad powers to end legal strikes for any reason it chooses, without any accountability to Parliament or the Canadian public.
- Create pre-approved zones for development without consideration of communities' desires to create protected areas for biodiversity or other environmental risks.

¹⁸ Government of Canada, Guidelines and standards for responsible business conduct, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/rbc-crc/guidelines-lignes_directrices.aspx?lang=eng; Amnesty International, Corporate Accountability, <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/corporate-accountability/>.

- Allow for construction of projects without adequate opportunities for cumulative health impact studies of industries like LNG, oil and gas, and mining, including considerations of cumulative environmental impacts and environmental racism.
- Limit liabilities for Government agencies in certain circumstances for failures to disclose information, at risk of violations of the rights to a remedy and access to justice.

In addition, Amnesty International is concerned about potential trends related to Omnibus legislation in Canada, including legislation involving Bill C-39. Amnesty International is concerned about the ability of Omnibus legislation to amend multiple, significantly differing legislative frameworks at once. Specifically, Amnesty International is concerned this trend risks radical deregulatory changes without sufficient independent legislative review and democratic input. Amnesty International is already concerned with multiple features of the legislative procedures that have since led to Bill C-39 and their risks to civic participation, information and transparency rights, and the rule of law. These include the use of a special committee that limits civil society input and expert review; shortened timelines for submissions that limit participation and preparation from civil society; and limited translations of submissions of French speakers in Canada, undermining their ability to participate in the review process.

Additionally, members of the Government of Canada have attempted to justify the bill by arguing that it would accelerate electrification and energy transition in Canada.¹⁹ However, the advancement of energy services does not require the abandonment of meaningful consultation with Indigenous Peoples and their free, prior and informed consent; environmental and human rights due diligence; or impact assessments, which constitute a part of the Government of Canada's human rights obligations.

Therefore, Amnesty International calls on the Government of Canada to withdraw Bill C-39. In addition, Amnesty International calls on the Government of Canada to comply with its domestic and international human rights obligations, as well as its obligations to appropriately consider projects' impact on climate change under the legislation itself and the ICJ and IACtHR rulings. Amnesty International notes that failure to comply with due diligence in the climate context is considered an internationally wrongful act and may give rise to multiple legal consequences.²⁰

Sincerely,

Amnesty International

¹⁹ Julie Dabrusin, October 2026, https://www.linkedin.com/posts/julie-dabrusin_a-hydro-plant-does-not-get-unbuilt-transmission-activity-7512998350854561792-9xv1; Unité de l'économie canadienne, Le gouvernement du Canada dépose un projet de loi visant à transformer la façon dont le Canada bâtit, 21 septembre 2026, <https://www.canada.ca/fr/unite-economie-canadien/nouvelles/2026/09/le-gouvernement-du-canada-depose-un-projet-de-loi-visant-a-transformer-la-facon-dont-le-canada-batit.html>.

²⁰ ICJ, Obligations of States in Respect of Climate Change (previously cited), paras. 443-44, 446, 450-52, 455, 557.